



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 24 avril 2025

Le FMI anticipe désormais une récession au Mexique en 2025, avec une contraction du PIB de 0,3 %, contre une croissance de 1,4 % initialement estimée en janvier. Ce net ajustement à la baisse reflète l'impact des nouvelles mesures protectionnistes prises par les États-Unis, principal partenaire commercial du pays.

LE CHIFFRE A  
RETENIR

**-0,3 %**

Prévision de croissance du  
Mexique pour 2025 - FMI

L'imposition de droits de douane sur plusieurs produits mexicains par l'administration Trump, conjuguée à une activité économique plus faible que prévu fin 2024, a fragilisé les perspectives à court terme. Le climat d'incertitude, nourri par les tensions géopolitiques et l'absence de signaux clairs sur la politique commerciale américaine, complique par ailleurs le rebond économique du pays.

La Banque mondiale partage ce diagnostic pessimiste, tablant désormais sur une croissance nulle en 2025. Toutefois, compte tenu des mesures tarifaires plus strictes à l'égard des pays asiatiques, le Mexique et les pays d'Amérique latine pourraient continuer de bénéficier des opportunités de *nearshoring* avec les États-Unis. À contre-courant, le gouvernement mexicain continue d'afficher un scénario de croissance comprise entre 1,5 % et 2,3 %.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a contesté les dernières prévisions du FMI, qui anticipent une contraction de 0,3 % du PIB mexicain en 2025.** Selon elle, ces estimations ne tiendraient pas compte de l'impact des politiques économiques nationales, notamment le *Plan México*, et reposent sur des modèles dépassés qui lient mécaniquement la conjoncture américaine à celle du Mexique. « *Nous ne connaissons pas sur quelles bases ils fondent cette prévision, et nous ne sommes pas d'accord* », a déclaré Claudia Sheinbaum lors de sa conférence matinale ce jeudi 24 avril, rappelant que les modèles développés par le ministère des Finances mexicain prennent en compte les investissements publics et privés, ainsi que les programmes sociaux. Elle a notamment mentionné les 3,6 Mds USD d'investissements prévus par le groupe Modelo, ainsi que les efforts en matière d'infrastructure et de logement. La présidente mexicaine a par ailleurs réaffirmé sa confiance dans le modèle économique mexicain, qu'elle qualifie de « *développement avec bien-être* », et a souligné le rôle central de l'augmentation du salaire minimum dans la réduction de la pauvreté. Elle a également écarté l'idée d'un impôt sur les bénéficiaires bancaires, tout en appelant les établissements financiers à baisser leurs taux d'intérêt pour soutenir l'activité économique. Cette prise de position intervient alors que le FMI et la Banque mondiale ont revu à la baisse les perspectives pour plusieurs pays, invoquant notamment l'impact des nouveaux droits de douane annoncés par les États-Unis.

**L'agence de notation Fitch confirme la note souveraine du Mexique à « BBB- » avec perspective « stable », saluant la politique macroéconomique prudente du pays, ses finances extérieures solides et son économie diversifiée.** La note souveraine du Mexique se situe ainsi au niveau le plus bas de la catégorie d'investissement mais la perspective « stable » indique qu'il n'y a pas de risque d'abaissement de la note dans les six à douze mois. Les perspectives d'évolution de la note du crédit souverain mexicain restent toutefois limitées par une croissance économique à long terme « *modérée* », des indicateurs de gouvernance faibles, des défis fiscaux liés à une faible base de revenus, des rigidités budgétaires et des passifs contingents de l'entreprise nationale pétrolière Pemex. Fitch a de nouveau ajusté ses prévisions de croissance pour le PIB du Mexique, prévoyant désormais une contraction de 0,4 % de l'économie mexicaine pour cette année et une croissance de 0,8 % pour 2026. Dans son communiqué, Fitch reconnaît que « *le Mexique est particulièrement vulnérable au protectionnisme commercial des États-Unis, car des décennies d'intégration avec son voisin du nord ont fait des exportations un pilier de son économie* ». Le communiqué précise que les exportations mexicaines vers les États-Unis représentaient 27 % du PIB en 2024, et qu'en conséquence « *les tarifs imposés pourraient avoir des impacts significatifs, en particulier sur le secteur automobile* ».

L'agence souligne en outre que « *même si la politique américaine préserve le traitement préférentiel du Mexique par rapport à ses concurrents, les perspectives sont moins favorables pour le nearshoring tant que l'incertitude persiste* ». Suite à la confirmation de la notation souveraine de Fitch pour le Mexique, le ministre des Finances et du Crédit public (SHCP), Edgar Amador Zamora, a affirmé que cette note permettra au pays de « *continuer à accéder aux marchés financiers nationaux et internationaux à des conditions favorables* » et a réitéré son engagement à maintenir des finances publiques saines et à réduire le déficit budgétaire (cible comprise entre 3,9 et 4 % du PIB en 2025 contre 5,7 % en 2024).

**D'après l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Mexique a perdu une place dans le classement des plus grands exportateurs mondiaux en 2024, passant du 9<sup>ème</sup> au 10<sup>ème</sup> rang.** Alors que le total des exportations du Mexique s'est élevé à 617 Mds USD en 2024, le pays a été supplanté par Hong Kong qui a atteint la 9<sup>ème</sup> place du classement des plus grands exportateurs mondiaux de marchandises. De leur côté, les Etats-Unis ont conservé leur deuxième place derrière la Chine avec un total de 2 065 Mds USD d'exportations, en hausse de 2,3 % g.a. Au total, la valeur des exportations mondiales aurait progressé de 2 % g.a. en 2024 pour atteindre 24 043 Mds USD mais selon les estimations de l'OMC, les incertitudes concernant la politique commerciale des États-Unis et la réaction de ses partenaires commerciaux laissent présager au mieux un ralentissement des échanges, au pire une contraction. Le Mexique, dont 86 % des exportations étaient destinées aux Etats-Unis en 2024, pourrait figurer parmi les premiers pays affectés par le ralentissement des flux commerciaux mondiaux.

**L'inflation a légèrement accéléré lors de la première quinzaine d'avril, atteignant 3,96 % en g.a., contre 3,93 % g.a. pour la deuxième quinzaine de mars, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).** Ce chiffre, au-dessus des attentes du marché (3,89 %), marque la deuxième quinzaine consécutive de hausse, tout en demeurant dans la cible de 3 % ± 1 pt fixée par la Banque centrale du Mexique (Banxico). L'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles, s'est établie à 3,90 % g.a.. Les services ont été le principal moteur de cette dynamique, avec une hausse de 4,60 %, contre 3,28 % pour les marchandises. L'inflation non sous-jacente a affiché une progression de 3,95 %, tirée par la forte augmentation des prix des produits d'origine animale (+8,92 %), tandis que les fruits et légumes ont reculé de 2,74 %. Malgré cette légère accélération, Banxico, qui a réduit son taux directeur à 9 % en mars – avec une deuxième baisse consécutive de 50 points de base –, maintient une posture prudente. La gouverneure Victoria Rodríguez Ceja a indiqué que de nouvelles réductions pourraient être envisagées si les conditions inflationnistes le permettent.

## Sectoriel

**La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a inauguré la sixième édition de la FAMEX, Salon mexicain de l'Aérospatial, ce mardi 22 avril 2025.** A cette occasion, la présidente a estimé que le marché national de l'industrie aéronautique passerait de 11,2 Mds USD aujourd'hui à 22,7 Mds USD à la fin de son sexennat. Cela représente une croissance de 15 % par an. Le directeur de la FAMEX, Disraeli Gomez, a souligné l'importance du *Plan México* pour rendre le pays « *leader mondial dans la fabrication et la technologie aérospatiale* ». Claudia Sheinbaum a par ailleurs souligné par ailleurs que le Mexique est un des cinq pays au monde avec le plus d'investissements étrangers dans le secteur aérospatial. Le pays est également le 12<sup>ème</sup> exportateur mondial de composants aérospatiaux, avec des exportations en hausse de 14 % en 2024. A l'issue du premier semestre 2024, 386 entreprises de fabrication aérospatiale étaient présentes dans 19 Etats au Mexique – représentant près de 370 usines, 50 000 emplois directs et 190 000 emplois indirects. La présidente mexicaine a finalement ratifié l'achat de 20 avions Embraer fabriqués au Brésil, pays invité d'honneur de la FAMEX 2025. L'événement se tient du 23 au 26 avril 2025, sur la base aérienne militaire No. 1 à Santa Lucia (EDOMEX), près de l'aéroport international Felipe Angeles (AIFA). Il réunit 337 entreprises de 48 pays, 67 aéronefs nationaux et 6 internationaux ainsi que 12 universités.

**Des sénateurs mexicains demandent d'accélérer une enquête sur les pratiques publicitaires de Google.** Les sénateurs concernés sont affiliés au parti présidentiel Morena. Ils ont exhorté la Commission fédérale de la concurrence économique (COFECE) à conclure en urgence l'enquête visant Google pour éventuelles pratiques anticoncurrentielles dans le secteur de la publicité numérique au Mexique. Ils ont également demandé à la COFECE d'analyser des cas similaires survenus dans d'autres pays et où Google a été sanctionnée. L'enquête est ouverte depuis août 2020 contre l'entreprise américaine. Cette dernière est soupçonnée d'avoir dominé une partie significative de l'écosystème publicitaire numérique du pays, de manipuler les enchères publicitaires en sa faveur et de forcer les annonceurs à utiliser ses outils, faisant ainsi augmenter les coûts publicitaires. Une résolution, proposée par le député Morena Alberto Villa Villegas, a été adoptée par la Chambre des Députés le 3 avril 2024. Le texte indiquerait que Google a fait l'objet de multiples procédures pour abus de position dominante et pratiques monopolistiques dans plusieurs domaines notamment la publicité numérique. L'entreprise fait l'objet d'accusations similaires dans d'autres pays. En 2016, l'Union Européenne lui a imposé une amende de 1,49 Md EUR pour restrictions illégales sur le service AdSense. Par ailleurs, depuis janvier 2023, une enquête est en cours aux Etats-Unis pour monopole et pratiques anticoncurrentielles dans le domaine de la publicité digitale.

**Uber lance une initiative de sécurité routière à Azcapotzalco (ville de Mexico), avec Honda.** Dans le but de réduire les accidents de la route et bâtir une culture de la sécurité routière, Uber et la mairie d'Azcapotzalco ont présenté une nouvelle

initiative comprenant la distribution de 200 casques certifiés à des motocyclistes partenaires de Uber et un programme éducatif immersif développé en partenariat avec Honda. Ce programme éducatif est destiné à renforcer la formation en sécurité routière des conducteurs de moto. L'objectif est d'apprendre à identifier et anticiper les risques, ainsi qu'à prendre des décisions sûres face à des événements imprévus, tels que des dépassements ou des conditions météorologiques difficiles. Ce programme est en phase pilote dans neuf pays, dont le Mexique, l'Argentine, le Brésil, le Royaume-Uni et le Japon. Cecilia Román, la responsable de la communication en matière de sécurité chez Uber Mexique, a déjà annoncé qu'un dialogue avait été initié avec d'autres mairies de Mexico pour étendre le programme.

## Finances publiques

**Selon les projections du FMI, la dette publique du Mexique devrait atteindre 60,7 % du PIB en 2025, son plus haut niveau depuis six ans.** Cette augmentation s'expliquerait par un accroissement des paiements d'intérêts et du coût du financement, en grande partie dû à la hausse des taux d'intérêt et des conditions de crédit plus strictes. Le FMI prévoit que la dette continuera d'augmenter jusqu'à 61,1 % du PIB en 2026, avant de se stabiliser à ce niveau jusqu'en 2030. La dette publique mexicaine reste toutefois en-dessous de la moyenne des économies émergentes, estimée à 73,6 % du PIB. En outre, le FMI prévoit également une modération du déficit fiscal, qui devrait passer de 5,7 % du PIB en 2024 à 4 % du PIB en 2025, avec une baisse progressive jusqu'à 2,9 % du PIB en 2027. Cependant, ce niveau devrait rester supérieur à celui d'avant la pandémie. Au niveau global, le rapport du FMI indique que l'impact des droits de douane américains pourrait peser sur la trajectoire économique mondiale, avec une augmentation possible de la dette mondiale des gouvernements à 95,1 % du PIB.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	24/04/2025
Bourse (IPC)	8,29%	-1,53%	55 766,58 points
Change MXN/USD	-4,49%	14,77%	19,58
Change MXN/EUR	-2,88%	21,87%	22,27
Prix du baril mexicain	2,46%	-22,59%	60,00

# Amérique centrale

## Costa Rica

Selon une étude de l'Institut de Recherches en Sciences Économiques de l'Université du Costa Rica (IICE-UCR), la pauvreté dans les zones rurales du pays aurait enregistré une baisse significative entre décembre 2023 et décembre 2024, passant de 27,1 % à 22,1 %. Ainsi, le pourcentage de foyers ruraux en situation de pauvreté a diminué de 5 points. La pauvreté extrême a également reculé, passant de 7,3 % à 6,9 %. Cette amélioration s'expliquerait par une augmentation notable des revenus dans les régions rurales, bien que les causes précises de cette hausse restent à déterminer. De plus, une période prolongée de baisse des prix a contribué à alléger la pression économique sur les ménages au cours de la période, malgré une légère remontée de l'inflation observée fin 2024, due à la hausse des prix des produits agricoles, conséquence de phénomènes climatiques survenus en novembre et décembre.

Les mesures tarifaires américaines de 10 % auraient un impact important sur l'économie costaricienne en raison de la part élevée des exportations du pays vers les États-Unis, engendrant alors un ralentissement de la croissance initialement prévue à 4,1 % pour l'année 2025, contre 3,5 % dorénavant. En effet, environ 47,5 % des exportations du Costa Rica sont destinées aux États-Unis, avec des produits phares tels que l'ananas, le banane et le café, représentant plus de 20 % du total des exportations agricoles. Cette situation expose le Costa Rica à des risques économiques accrus, car les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du pays, tandis que les Pays-Bas, deuxième destination, n'absorbent que 8,6 % de ses exportations. Bien que le Costa Rica bénéficie d'une imposition tarifaire relativement faible, l'incertitude persiste quant à l'application de ces nouvelles taxes, créant une atmosphère d'inquiétude parmi les producteurs (notamment agricoles). Les autorités costariciennes surveillent de près l'évolution de cette situation pour atténuer les effets négatifs potentiels sur l'économie nationale. En ce sens, le 16 avril 2025, le ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances du Costa Rica ont rencontré des membres du Congrès américain chargés des questions tarifaires afin de discuter des droits de douane de 10 % et d'exprimer leurs inquiétudes pour l'économie costaricienne.

## El Salvador

Selon la Banque centrale salvadorienne (BCR), les transferts de fonds de travailleurs émigrés (*remesas*) destinés à l'investissement (productif et immobilier) au Salvador se sont accrus de plus de 350 % sur les six dernières années, pour atteindre 114 M USD en 2024 (contre 105 M USD en 2023, 73 M USD en 2022 et

55 M USD en 2021). Les *remesas*, dont bénéficieraient 27 % de foyers salvadoriens, demeurent toutefois, à hauteur de 98,7 % (8 365 M USD en 2024), destinées aux dépenses courantes (alimentation, soins médicaux, services de base).

## Guatemala

**Selon la Banque centrale (Banguat), le Guatemala a reçu en 2024 un montant total de 1,7 Md USD en IDE, en hausse de près de 7 % par rapport à 2023.** Sur ce total, 42,6 % ont été destinés au secteur de la finance et des assurances, 15,7 % à l'industrie manufacturière, 14,8 % au secteur automobile. Ces capitaux proviennent à 44 % d'Amérique centrale, 13 % du Mexique et 11 % des Etats Unis. En outre, d'après Banguat, les IDE pourraient atteindre 1,8 Md USD en 2025.

## Honduras

**Suite aux recommandations de la mission technique du FMI conduite dans le cadre de la 3ème revue des programmes de EFF (Mécanisme élargi de crédit) et ECF (Facilité élargie de crédit), signés en 2023,** le gouvernement s'est engagé à réviser le système actuel d'enchères pour l'allocation de devises étrangères aux acteurs économiques, mis en place en avril 2023 par la Banque centrale (BCH) pour soutenir la lempira (monnaie nationale) et préserver les réserves internationales du pays. En réponse au FMI, qui a demandé la mise en place d'un régime de change flexible, les autorités ont annoncé qu'elles étudieraient « *des mesures visant à améliorer l'efficacité du système actuel d'allocation* », tout en veillant à « *maîtriser l'inflation et préserver la stabilité économique extérieure* » et « *préserver la confiance des acteurs du marché* ».

## Nicaragua

**La Banque centrale du Nicaragua (BCN) a réduit sa prévision de croissance pour 2025, ramenée à 3-4 % contre 3,5-4,5 % en janvier,** en raison de « *risques liés aux changements dans les politiques migratoires et tarifaires* », générant « *des conflits commerciaux et des perturbations sur les marchés financiers* » pouvant conduire à « *un ralentissement de l'économie mondiale* » et « *des pressions inflationnistes* ». Les Etats-Unis, qui ont menacé de frapper les exportations nicaraguayennes de droits de douane de 18 %, en sont destinataires à hauteur de près de 40 %. La BCN a néanmoins maintenu ses prévisions pour l'année 2025, avec un taux de chômage moyen compris entre 3 et 3,5 %, un taux d'inflation compris entre 2 et 4 % et une balance des paiements excédentaire à hauteur de 3 à 4 % du PIB.

## Panama

**La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a déclenché une riposte de Pékin, qui a cessé ses achats de gaz naturel liquéfié (GNL) américain, un produit qui transite habituellement par le canal de Panama, perturbant alors les échanges mondiaux.** Pour rappel, les États-Unis et la Chine sont respectivement les deux plus grands utilisateurs du canal de Panama. En 2024, les flux de marchandises originaires et à destination des États-Unis via cette route maritime ont atteint plus de 160 M de tonnes tandis que pour la Chine le volume était de 45 M de tonnes. Par ailleurs, le nombre de navires transportant du GNL aurait chuté de 64,7 % en 2024 par rapport à 2023, passant de 326 à 115. Pour l'exercice 2025, le canal prévoit un total de 293 transits de navires GNL. Jorge Luis Quijano, ancien administrateur de l'Autorité du canal de Panama, explique que cette baisse a débuté il y a deux ans suite à l'épisode de sécheresse qui a incité de nombreux navires à se détourner vers d'autres routes, notamment par le cap de Bonne-Espérance ou le canal de Suez.

**Dans son dernier rapport économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, la Banque mondiale a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour le Panama, estimant désormais une croissance de 3,5 % g.a. en 2025, contre 3 % dans ses projections précédentes.** Pour 2026, l'institution anticipe une croissance de 3,8 %, suivie de 4,3 % en 2027. Ces perspectives plus positives que prévues sont attribuées à la position stratégique du Panama et à son potentiel dans des secteurs clés tels que les services de logistique et le commerce, notamment grâce au canal. Toutefois, la Banque mondiale met en évidence plusieurs défis, notamment la nécessité de diversifier les sources de revenus et de renforcer la stabilité budgétaire, en particulier après la fermeture de la mine de cuivre Cobre Panamá, qui vient affaiblir les recettes fiscales et peser sur les finances publiques.

## Caraïbes

### Cuba

**A moins de 15 jours de la clôture de la campagne fiscale, près de la moitié des contribuables n'ont pas déclaré leurs revenus.** Bien que le Bureau National de l'Administration Fiscale (ONAT) admette « *une meilleure performance que durant la même période l'année dernière* », seuls 54 % des plus de 465 000 des contributeurs potentiels Cubains se sont déjà acquittés de leurs obligations. Concernant la déclaration d'impôt sur les dividendes perçus par les associés des PME, 8 830 contributeurs ont déjà payé leurs impôts, soit 58,3%. Selon la loi budgétaire de

l'Etat, les recettes fiscales devraient atteindre 295 Mds CUP (soit environ 11 Mds EUR) en 2025, contre 217 Mds CUP en 2024.

**Le ministère des Finances et des Prix a annoncé avoir collecté plus de 131,3 M CUP, soit près de 5 M EUR via des amendes liées au non-respect du plafonnement des prix.** En effet, dans le cadre du *Plan de lutte contre le délit, la corruption et les illégalités*, les autorités ont confirmé avoir détecté 38 822 infractions, suite aux 61 659 inspections effectuées. En conséquence, plus de 36 500 amendes ont été infligées. Outre des sanctions financières, des saisies de produits et des ventes forcées ont également été réalisées. Enfin, près de 2 000 établissements ou projets d'entreprises ont été également fermés.

## Dominique

**La Dominique et le Qatar ont conclu un accord sur les services aériens visant à renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine de l'aviation civile.** Ce partenariat devrait faciliter la mise en place de vols directs ou de collaboration entre compagnies aériennes, favorisant ainsi les échanges économiques, touristiques et culturels entre les deux pays. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie plus large des pays de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), qui cherchent à étendre leur connectivité aérienne internationale, diversifier leurs partenariats et ouvrir de nouveaux débouchés pour le tourisme et les investissements.

## Grenade

**Le 14 avril 2025, la Grenade a signé un accord de services aériens avec l'Arabie Saoudite, deux ans après un accord similaire avec le Qatar, renforçant ainsi ses relations diplomatiques avec le Moyen-Orient et sa connectivité internationale.** Ce nouvel accord définit un cadre pour les services de transport aérien commercial entre les deux pays, favorisant le développement du tourisme, le commerce et les investissements. Il encadre notamment les droits de trafic, les politiques tarifaires, le partage de codes ainsi que la sécurité et la sûreté aériennes. La signature s'est tenue à Doha, en marge de la Conférence de facilitation 2025 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), en présence du Premier ministre grenadien, Dickon Mitchell, et du président de l'Autorité générale de l'aviation civile saoudienne, Abdulaziz bin Abdullah Al-Duailej.

## Haïti

**Au premier trimestre 2025, les exportations dominicaines vers Haïti ont enregistré une croissance remarquable de 45,2 % par rapport au T1 2024, atteignant 275,8 M**

**USD.** Cette progression fait suite à une période de recul marqué des exportations en 2024, avec une baisse de 30,93 % au T1 2024. Elle intervient également dans un contexte de restriction des mesures commerciales haïtiennes. Le 7 avril 2025, le ministère de l'Economie et des Finances haïtien a mis en application, via une circulaire du 5 mars 2024, une suspension de l'entrée, par voie terrestre, de marchandises étrangères transitant par la République Dominicaine. Cette mesure, visant à limiter le trafic illégal d'armes, ne concernerait que les produits d'origine tierce, sans affecter les importations issues de la production locale dominicaine. Selon le directeur adjoint de ProDominicana, Vladimir Pimentel, les exportations en provenance des zones franches représenteraient 65 % du total, soit environ 780 M USD. Par ailleurs, 1 129 produits auraient été exportés par 401 entreprises situées dans 17 provinces dominicaines. Malgré un contexte sécuritaire et politique encore fragile entre les deux pays, les échanges commerciaux restent soutenus, démontrant une certaine résilience de la relation économique bilatérale.

## Jamaïque

**En janvier 2025, les transferts de fonds vers la Jamaïque ont atteint 255 millions USD, en hausse de 9,5 % sur un an, selon les données de la Banque de Jamaïque (BoJ).** Environ 70 % de ces envois provenaient des États-Unis, principal pays de résidence de la diaspora jamaïcaine. Ces flux, constitués de fonds envoyés par des ressortissants résidant à l'étranger à leurs proches restés au pays, jouent un rôle crucial dans le soutien aux ménages et à la consommation intérieure. Sur l'ensemble de l'année 2024, les envois de fonds ont totalisé 3,36 Mds USD, un niveau nettement supérieur à celui observé avant la pandémie (2,41 Mds USD en 2019).

**La Banque de Jamaïque (BOJ) a révélé que plus de 100 M USD (soit 17 Mds JMD) d'anciens billets de banque sont toujours en circulation, représentant environ 6,4 % du total de la monnaie fiduciaire utilisée.** Ces billets perdront leur statut de cours légal à compter du 1er juillet 2025. À partir de cette date, seuls les billets en polymère, introduits en juin 2023 et imprimés par l'entreprise britannique De La Rue dans le cadre d'un contrat conclu en 2022, seront valides pour les transactions en espèces.

## République Dominicaine

**Alors que le pays entame des négociations avec l'administration américaine sur les droits de douane, la Banque Centrale (BCRD) annonce un afflux record de transferts de fonds, atteignant 2,9 Mds USD pour le T1 2025, soit une augmentation de 12,4 % g.a.** Le mois de mars a enregistré le meilleur résultat, avec 1,1 Md USD d'envois de fonds, soit une croissance de 20 % g.a.. Les fonds en provenance des États-Unis ont représenté 83,9 % des flux formels, soit environ 867 M USD

confirmant leur rôle de principal contributeur. Cette hausse s'expliquerait par la stabilité du marché de l'emploi aux Etats-Unis (taux de chômage à 4,2 % en mars 2025) ainsi que par les remboursements d'impôts perçus par la diaspora en mars, renforçant leur capacité d'envoi. En parallèle, le ministère du Tourisme a annoncé l'arrivée de 3,3 M de visiteurs internationaux dans le pays entre janvier et mars, soit une hausse de 4 % par rapport au T1 2024 et de 16 % à la même période en 2023. Une légère baisse de 0,6 % d'arrivées par avion est toutefois à noter, au profit du tourisme de croisière, qui a connu une croissance significative depuis 2019 (+ 167 %).

## Sainte-Lucie

**Le Premier ministre de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre, a présenté le budget national 2025-2026, s'élevant à 760 M USD, devenant le plus élevé de l'histoire du pays.** Ce budget, le plus important de l'histoire du pays, reflète une hausse de 8,8 % des dépenses par rapport à l'exercice précédent et met l'accent sur des investissements ciblés dans les infrastructures, la santé, le développement social et l'emploi. Parmi les projets phares figurent la reconstruction du pont de Choc, le développement des énergies renouvelables et l'amélioration des routes et bâtiments publics. Un programme national de réparation des nids-de-poule a également été lancé pour renforcer l'état du réseau routier. Ces initiatives s'inscrivent dans un contexte économique favorable, marqué par une croissance supérieure à 3 % durant quatre années consécutives et une baisse record du chômage à 10,8 % en 2024, deux tendances que le gouvernement entend poursuivre.

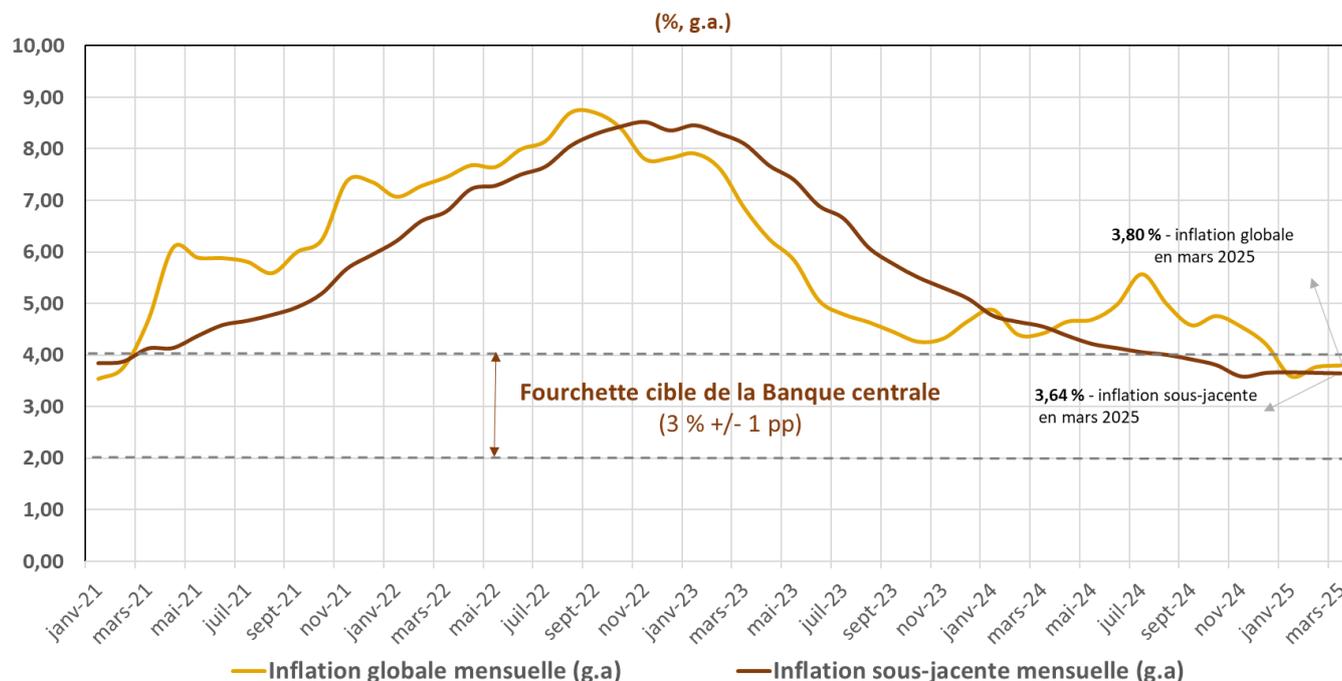
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

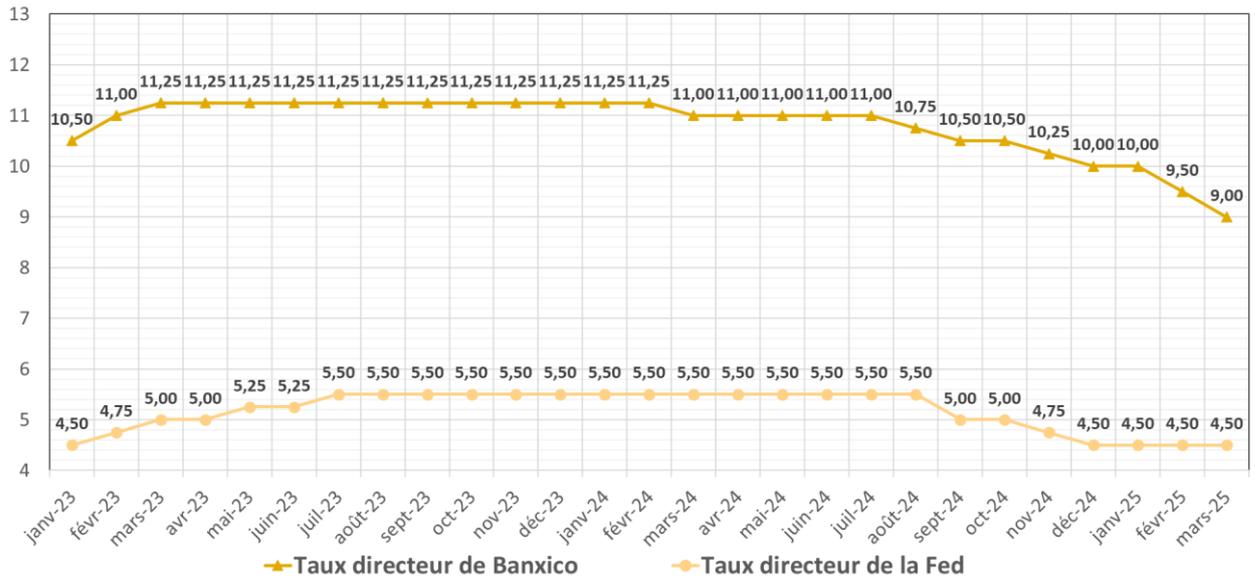
### – Annexe Graphique Mexique –

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



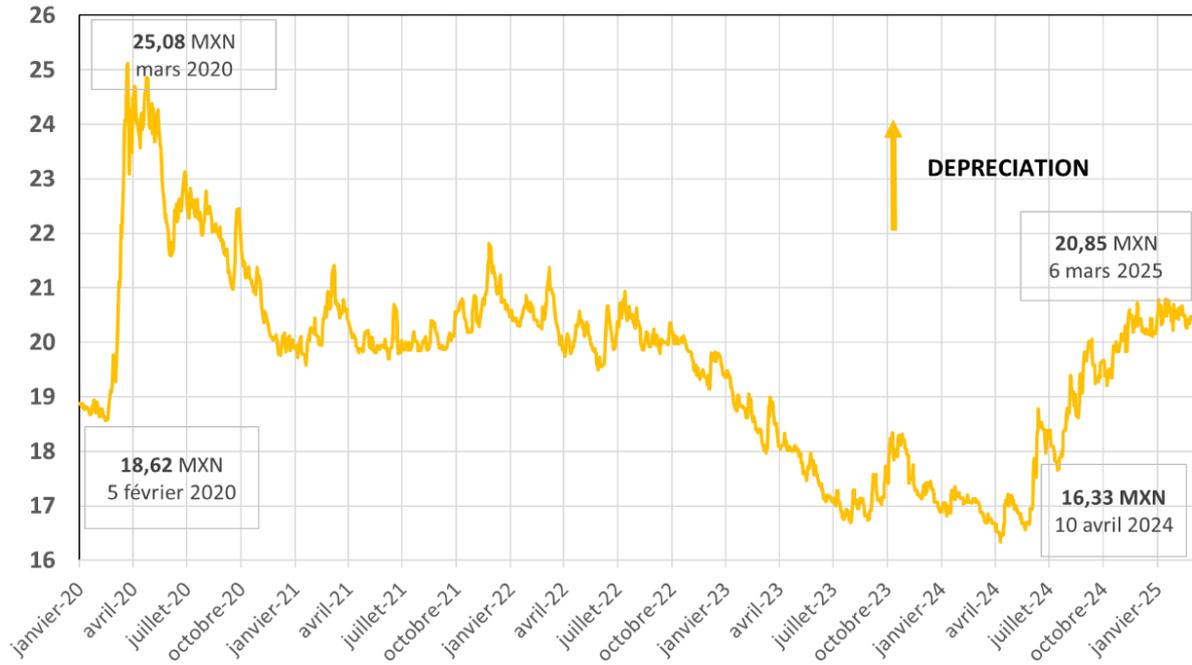
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

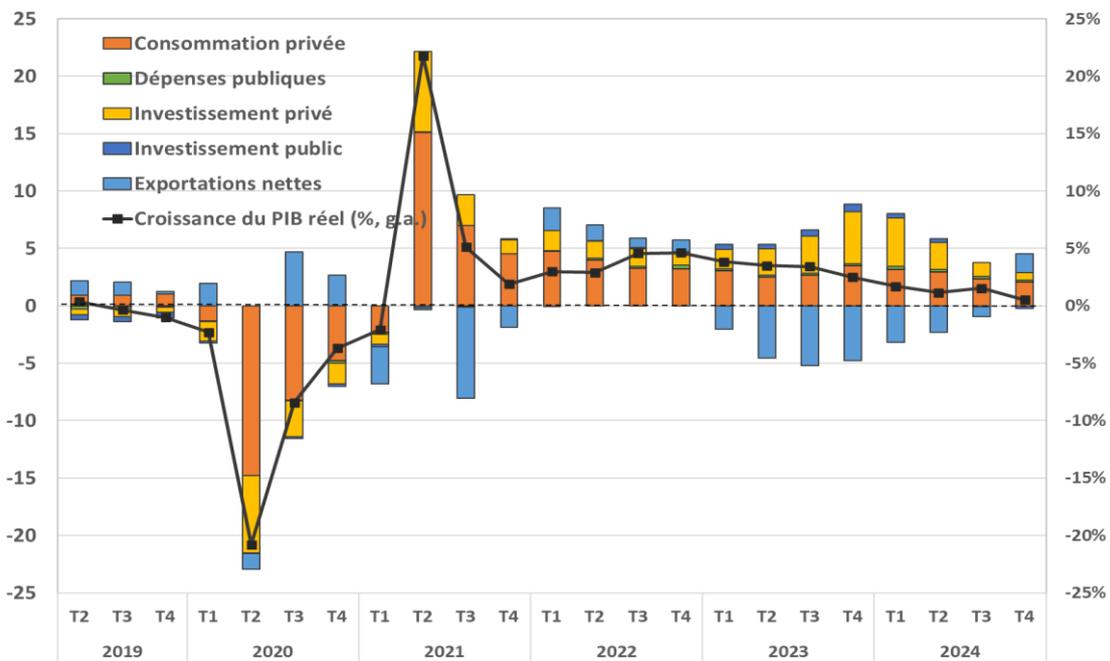
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

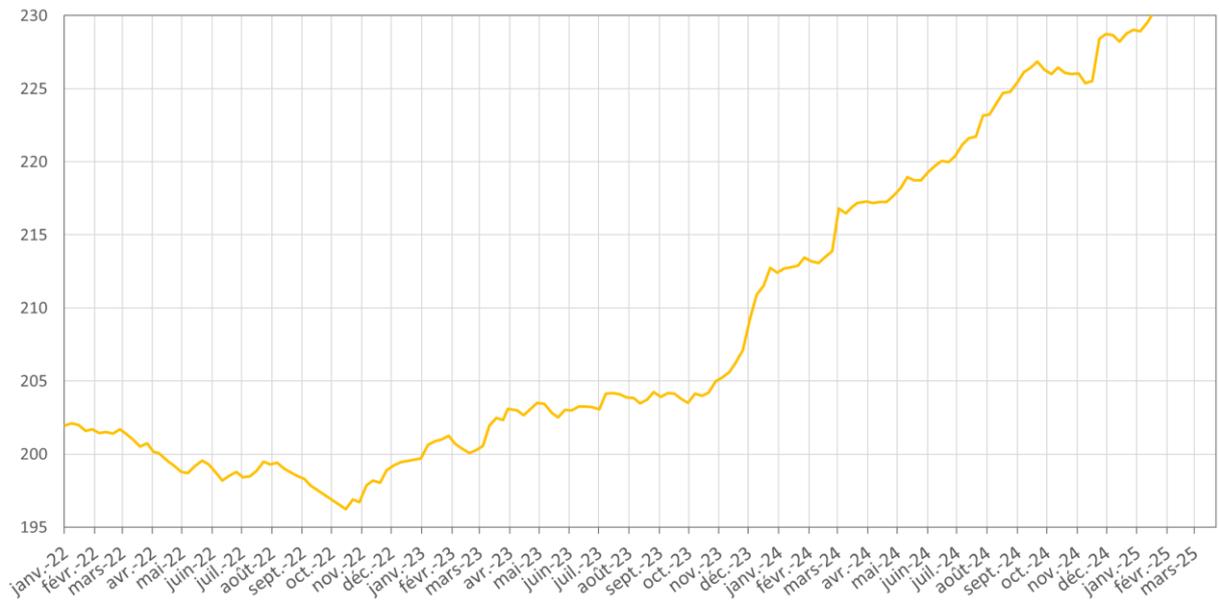
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)